

## Job Description : Expert National en Développement Local

Agency	UNDP
Title	Expert National en Développement Local
Job ID	9592
Practice Area - Job Family	Capacity Development - LOCAL DEVELOPMENT
Vacancy End Date	08/05/2017
Duty Station	Bujumbura, Burundi
Education & Work Experience	G-Bachelor's Level Degree - 7 year(s) experience
Languages	Required: French, Kirundi Desired: English, Kiswahili
Grade	SB4
Vacancy Type	Service Contract (SC)
Posting Type	External
Bureau	Africa
Contract Duration	Une année

Ce poste est ouvert uniquement aux candidat(e)s de nationalité burundaise.

### [Return to Previous Page](#)

#### Background

Le Burundi a connu un processus de consolidation de la paix et de reconstruction soutenu par la communauté internationale depuis la signature, à Arusha, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, en août 2000 ; et les accords de cessez-le-feu entre le Gouvernement du Burundi et le Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), en 2003; et les Forces Nationales de Libération (FNL), en 2006. Malgré les efforts de relèvement et de reconstruction, le Pays est toujours confronté à une pauvreté structurelle aiguë et à un taux de chômage élevé, aggravés par la détérioration des infrastructures (routes, pistes rurales, écoles et centres de santé) et des secteurs piliers de l'économie (agriculture, pêche et élevage) pendant le conflit.

Avec la mise en place des institutions de la République, en 2005, le Burundi s'est engagé dans un processus de transition vers un système politique multipartite et un Gouvernement de large coalition a été formé en novembre 2007. En 2010, à la suite des élections présidentielles et législatives, un Gouvernement multipartite a été mis en place.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement a adopté, en 2006, son premier Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP I) qui constituait le document de référence pour tous les programmes et initiatives de développement du Burundi pour la période 2006-2011.

En 2011, le Gouvernement du Burundi s'est engagé vers la voie du développement à plus long terme par la mise en place de réformes à long terme en matière de gouvernance et développement local. Suite au CSLP I, les autorités burundaises ont adopté la « Vision - Burundi 2025 », en 2011, un document de planification pour tous les programmes de développement jusqu'en 2025. Dans la logique de continuité des orientations formulées

dans la « Vision - Burundi 2025 », le Gouvernement du Burundi a entrepris l'élaboration de son deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II), qui place l'enjeu de la croissance et de la création d'emplois au centre de ses futurs programmes de réduction de la pauvreté.

L'année 2015 a été marquée par la tentative de coup d'État et par les élections qui se sont tenues entre le mois d'avril et le mois d'août 2015. En effet, une tentative de coup d'État a été perpétrée au Burundi le 13 mai 2015. Par conséquent, l'année 2015 est devenue une année de transition pour plusieurs programmes de coopération internationale dans le but de s'adapter à la nouvelle situation du Pays. C'est le cas du Programme PACTE qui a démarré ses activités à la fin de 2014 et qui a souffert des effets de la crise.

En effet, la première phase du programme PACTE (2014/2016) visé à accélérer le processus de décentralisation et à mettre en place la stratégie de développement économique au niveau local. Le but du PACTE était de lutter contre la pauvreté à travers des institutions locales plus fortes et des citoyens mieux informés sur les possibilités offertes par l'administration locale en termes de services sociaux et de développement économique.

Le gouvernement à travers le Ministère de développement Communal a montré un fort intérêt de continuer à mettre en œuvre le programme PACTE, en tant que moyen de développement local. A cet effet, le programme a été prolongé pour la période 2017/2019.

Le Programme appuiera la mise en place de la Politique Nationale de Décentralisation (PND) et la Stratégie Nationale de Développement Economique Local (DEL) du MDC, en proposant des outils innovateurs pour la mise en place de cette dernière. Pour garantir l'articulation entre les politiques nationales et les projets locaux qui seront développés dans le cadre du Programme.

Le Programme concentrera ses efforts sur le renforcement du rôle actif des collectivités locales du Burundi dans le développement humain et économique et visera à développer un cadre national favorable au développement local et à la gouvernance locale. Le Programme a pour objectif de renforcer la culture de la prévention des conflits au niveau local, en développant les compétences nécessaires et en créant des mécanismes permettant aux communautés de régler leurs différends, et de s'attaquer aux causes profondes du conflit.

Le Programme est destiné à doter les collectivités locales d'outils de planification stratégique, d'espaces de concertation et de systèmes d'information pour générer les dynamiques de développement local en faveur de la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, l'amélioration de revenus, l'accès à des services sociaux de qualité et la protection sociale des groupes vulnérables.

Pour ce faire, le Programme mettra en pratique les trois phases restantes de la méthodologie de travail, l'approche / Pacte Territorial, Partenariat et Politique Publique. Un territoire Plusieurs possibilités. Le programme PACTE développera en parallèle les stratégies locales de développement focalisées sur la création d'emplois, le rôle des

communes sur la création d'emplois décents, les institutions de micro finances et la sécurité sociale de la population au niveau local.

- Pacte Territorial : pour appuyer la mise en place des projets innovants de développement des services socioéconomiques en réponse aux Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDCs) dans une optique territoriale DEL, et en garantissant la mise en cohérence des politiques publiques au niveau local. Pacte pour le développement socioéconomique de la province.
- Partenariat : local, national, international et avec le secteur privé pour la mise en place des projets faisant partie du Pacte territorial.
- Politique Publique : capitalisation des résultats pour informer la politique nationale et vulgarisation de l'expérience dans plusieurs Provinces du pays.

Le Programme veillera également à tirer profit des opportunités internationales afin que les contributions de la coopération internationale convergent avec les processus de développement local, et promouvra la coopération sud-sud et décentralisée comme modalité pour l'échange d'expériences et l'apprentissage entre pairs. Le programme adopte une approche basée sur le principe « do no harm » dans le but de garantir l'inclusion social dans les zones d'intervention du projet et le respect des droits humains des bénéficiaires du projet.

**Ainsi et pour accompagner ce processus, les modalités de gestion du nouveau Programme de développement Humain au niveau local prévoient le recrutement d'un Expert National en Développement Local.**

Duties and Responsibilities

Sous la supervision du Spécialiste International en développement local et réintégration, l'Expert National en Développement Local aura à assumer les responsabilités suivantes :

- Développement de politiques et stratégies pour la création d'un environnement favorable à la participation des communautés aux efforts de développement ;
- Développement de partenariats pour la promotion du développement local ;
- Planification, programmation et suivi-évaluation basées sur les résultats de développement.

**Programmation, mise en œuvre et suivi des activités, axés sur les résultats :**

- Assurer une bonne planification et programmation des activités des projets de réintégration, relèvement précoce et développement local ;
- Etablir les cibles annuelles et trimestrielles ainsi que les indicateurs de suivi y relatifs ;
- Assurer le contrôle qualité des résultats des projets de réintégration, relèvement précoce et développement local ;
- Appuyer la mise en œuvre des Plans provinciaux de développement économique local et social au niveau des provinces pilotes du programme PACTE.
- Coordonner les activités des partenaires stratégiques du programme PACTE

**Développement des politiques, stratégies et outils de promotion du développement local :**

- Concevoir des approches novatrices pour la mise en œuvre des projets afin d'accélérer la réalisation des résultats de développement ;
- Développer des initiatives de promotion de l'entrepreneuriat et de création d'emplois ;
- Développer les outils appropriés pour la mise en œuvre efficace des activités des projets ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux dans le domaine du développement local, gouvernance locale et décentralisation ;
- Contribuer au développement de nouvelles initiatives de promotion du développement local.
- Développement économique local (LED). Chaines de valeurs, plans stratégiques provinciaux, approche territoriale du développement, approche communautaire participatif, faciliter l'incorporation du secteur privé et l'utilisation du micro crédit comme outil de développement.

### **Développement de partenariats :**

- Mobiliser les fonds en faveur de la réintégration, relèvement précoce et développement local ;
- Accompagner les institutions et structures nationales dans la coordination et le pilotage des interventions dans le domaine de la décentralisation et le développement local ;
- Assurer la coordination des interventions avec les autres acteurs dans le domaine de la décentralisation et développement local ;
- Participer et/ou organiser des réunions de coordination des acteurs locaux.

### **Impact des Résultats :**

D'une façon générale, l'Expert National en Développement Local doit contribuer à la mise en place au niveau local des mécanismes et outils de suivi et coordination des actions dirigées vers le développement local et la résilience communautaire de base.

#### **Compétencies**

- Bon esprit d'initiative ;
- Bon esprit de recherche, d'analyse et de synthèse ;
- Bonne aptitude de plaidoyer et de promotion des projets communaux ;
- Bonne expérience dans la planification axée sur les résultats
- Développement et gestion de programme axé sur les résultats ;
- Bon maintien d'un réseau de contact ;
- Bonne aptitude à la communication impliquant des relations interpersonnelles et un bon esprit d'équipe ;
- Bonne capacité de mobilisation de ressources ;
- Aptitude à rédiger avec clarté ;
- Avoir une connaissance de la politique nationale de décentralisation ainsi que la Stratégie Nationale de développement Economique
- Bonne maîtrise de l'utilisation des outils du suivi technique et financier des projets pour faciliter la coordination des activités du Programme
- Avoir de bonnes connaissances de l'outil informatique environnement Windows : Word, Excel, Access, Powerpoint et du réseau Internet.

## Required Skills and Experience

### **Education :**

- Etre titulaire au moins d'un diplôme universitaire de niveau Licence dans le domaine du développement local, rural et communautaire, économie, sciences sociales, sciences politiques, gestion, ou les domaines relatifs.

### **Expérience :**

- Au moins 07 ans d'expériences dans le domaine du développement local, planification stratégique, gestion des projets communaux, décentralisation et développement économique au niveau local, travail sur terrain et suivi-évaluation ;
- Une expérience réussie dans un contexte de conflit ou post-conflit serait appréciée ;
- Une connaissance générale du travail des Nations Unies, des Objectifs de Développement Durable (ODD) serait un atout.

### **Langues requises :**

- La maîtrise du français et Kirundi courants est indispensable (parlé et écrit).
- La connaissance de la langue anglaise et du swahili constitue un avantage.

### **Note :**

- Ce poste est ouvert uniquement aux candidat(e)s de nationalité burundaise;
- Les candidatures féminines qualifiées sont vivement encouragées.

## Disclaimer

Important applicant information

All posts in the SC categories are subject to local recruitment.

Applicant information about UNDP rosters

Note: UNDP reserves the right to select one or more candidates from this vacancy announcement. We may also retain applications and consider candidates applying to this post for other similar positions with UNDP at the same grade level and with similar job description, experience and educational requirements.

Workforce diversity

UNDP is committed to achieving diversity within its workforce, and encourages all qualified applicants, irrespective of gender, nationality, disabilities, sexual orientation, culture, religious and ethnic backgrounds to apply. All applications will be treated in the strictest confidence.

Scam warning

The United Nations does not charge any application, processing, training, interviewing, testing or other fee in connection with the application or recruitment process. Should you receive a solicitation for the payment of a fee, please disregard it. Furthermore, please note that emblems, logos, names and addresses are easily copied and reproduced. Therefore, you are advised to apply particular care when submitting personal information on the web.

[Return to Previous Page](#)